

Coopération et rivalités occidentales dans la lutte antisubversive en Amérique latine et aux Caraïbes (1959-1969)

Élie Tenenbaum

L'auteur

Élie Tenenbaum est chercheur au Centre des études de Sécurité de l'Ifri où il coordonne le Laboratoire de recherche sur la Défense. Il travaille particulièrement sur les questions de guérilla et de guerre irrégulière ainsi que sur la problématique des interventions militaires et des opérations extérieures. Agrégé et docteur en histoire, diplômé de Sciences Po, il a été *Visiting Fellow* à l'Université de Columbia ; il a également enseigné la sécurité internationale à Sciences Po et l'histoire des relations internationales à l'Université de Lorraine. Sa dernière étude portant sur « Le rôle stratégique des forces terrestres » a été publiée par l'Ifri en février 2018.

Résumé

S'il est désormais acté que l'Amérique du Sud et les Caraïbes ont bien été un théâtre d'affrontement de la guerre froide par le biais de la guerre irrégulière, la plupart des études se sont généralement limitées à souligner les influences états-uniennes et soviétiques sur les acteurs locaux. Or, le sous-continent américain constitue un véritable espace de circulation des savoir-faire et des concepts stratégiques dans le domaine de la lutte antisubversive, impliquant dans le « camp occidental », outre les États-Unis, d'autres puissances dont l'influence est moins connue, telles que la France ou le Royaume-Uni. Participant d'une grande stratégie globale de lutte antisubversive, les principales puissances occidentales se sont ainsi engagées dans une coopération méconnue en vue d'assister les États de la région dans leur lutte contre le communisme. De l'Argentine à la Jamaïque, l'exemple latino-américain démontre pourtant une certaine perversion de cette « sainte alliance » antisubversive par des rivalités et des jalousies d'ordre plus traditionnel et sur l'autel desquelles est souvent sacrifiée la coopération interalliée contre la menace communiste.

Mots clés : guérilla ; subversion ; contre-insurrection ; Amérique latine ; États-Unis ; France ; Royaume-Uni ; circulation des savoirs.

Abstract

While it is now widely recognized that South America and the Caribbean were the scene of Cold War confrontation in the form of irregular warfare, studies of the subject have generally restricted themselves to underscoring Soviet and US influence on local actors. However, the American sub-continent constituted a true space for the circulation of strategic concepts and practices in the area of counter-subversion that, in the "Western camp", involved, not the just the United States, but also powers whose influence is less widely acknowledged, including France and the United Kingdom. As participants in a wider counter-subversive campaign, these Western powers cooperated among themselves in little-known ways to help the states of the region fight communism. Yet, from Argentina to Jamaica, the Latin American example demonstrates that this counter-subversive "Holy Alliance" was perverted by more traditional jealousies and rivalries in ways that often undermined inter-allied cooperation in the fight against communism.

Key Words: Guerilla Warfare; Subversion; Counter-Insurrection; Latin America; United States; France; United Kingdom; Circulation of Knowledge

Pour citer cet article : Élie Tenenbaum, « Coopération et rivalités occidentales dans la lutte antisubversive en Amérique latine et aux Caraïbes (1959-1969) », *Histoire@Politique*, n° 34, janvier-avril 2018 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

Si l'Asie du Sud-Est peut être considérée comme le premier « laboratoire stratégique¹ » de la guerre irrégulière au XX^e siècle, l'Amérique latine en est indubitablement le second grand terrain d'expérimentation. En dépit d'une longue tradition de *guérilla* et de banditisme remontant au moins au XIX^e siècle, la « voie latino-américaine » de guerre irrégulière est véritablement inaugurée en 1959 avec la victoire des *barbudos* castristes à Cuba. En théorisant l'expérience cubaine à travers le concept de « *foco* », Ernesto Guevara puis Régis Debray sont les seuls à avoir proposé une alternative au modèle maoïste de la « guerre révolutionnaire », qui avait jusqu'alors dominé les stratégies de libération nationale en Asie et en Afrique². Alors que Guevara appelait, dans son célèbre message de 1967 à la Tricontinentale, à multiplier les foyers insurrectionnels à travers le monde en suscitant « deux, trois, plusieurs Vietnam », la guerre irrégulière, et singulièrement la « guérilla » telle qu'elle était connue dans le monde hispanophone depuis le XIX^e siècle, émergeait peu à peu comme l'un des « mythes révolutionnaires du tiers-monde³ ».

Cette indéniable circulation des répertoires tactiques et stratégiques de l'insurrection et de la guérilla révolutionnaire dans le « sud global⁴ » au tournant des années 1960 ne tarde pas à susciter, dans le monde occidental, la perception d'une menace commune. Chevillées au paradigme de la bipolarité impliquant un jeu à somme nulle entre les blocs, les puissances occidentales ont tôt fait d'interpréter « tout détachement du camp occidental, même s'il se borne à une attitude neutraliste, [comme] un progrès soviétique⁵ ». Les États-Unis regardent naturellement avec d'autant plus d'anxiété le développement d'une « subversion radicale » dans le sous-continent américain que la proximité historique et géographique de cet espace l'a amené à le considérer, depuis le XIX^e siècle, comme « l'arrière-cour » de ses intérêts nationaux. Cette prévalence géostratégique des États-Unis dans ce qu'ils qualifient d'« hémisphère occidental » n'empêche pourtant pas l'apport d'éléments extérieurs, venus notamment de France et du Royaume-Uni, suscitant ainsi une forme de dialogue trilatéral dans lequel circulent les concepts et les doctrines militaires. Officiellement placées sous le signe de la coopération interalliée face à la menace commune de la « subversion communiste », ces dynamiques d'influence théoriques et praxéologiques prennent aussi régulièrement la forme de rivalités géopolitiques au sein même du camp occidental. Cet article se propose d'aborder brièvement deux cas emblématiques de cette dynamique circulatoire : d'une part la concurrence entre influence française et influence états-unienne dans les pays du Cône Sud (Argentine, Brésil), d'autre part la coopération anglo-américaine dans le domaine de la formation policière dans les Andes et la zone caraïbe.

¹ Élie Tenenbaum, « L'Asie du Sud-Est, laboratoire stratégique de la guerre irrégulière depuis 1945 », dans Pierre Journoud (dir.), *Le débat stratégique en Asie du Sud-Est depuis 1945*, Paris, IRSEM, 2012, p. 147-203.

² Matt D. Childs, « An Historical Critique of the Emergence and Evolution of Ernesto Che Guevara's Foco Theory », *Journal of Latin American Studies*, 1995, vol. 27, no 3, p. 593-624 ; Timothy P. Wickham-Crowley, *Guerrillas and Revolution in Latin America : a Comparative Study of Insurgents and Regimes since 1956*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1992.

³ Gérard Chaliand, *Mythes révolutionnaires du Tiers monde : guérillas et socialismes*, Paris, Le Seuil, 1976.

⁴ Nous reprenons ici l'expression de l'historien Mark P. Bradley qu'il propose de substituer à celle – politiquement connotée – de « tiers-monde » dans son chapitre « Decolonization, the Global South, and the Cold War, 1919–1962 », dans Melvyn P. Leffler et Odd Arne Westad (dir.), *The Cambridge History of the Cold War*, Vol. I : *Origins*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p. 464-485.

⁵ Claude Delmas, « L'Occident devant le "défi global" », *Revue de Défense nationale*, mars 1959, vol. 15, p. 411.

Dans le Cône Sud, de l'influence française à l'influence américaine ?

Beaucoup a été dit depuis une quinzaine d'années sur l'influence des théories françaises de la guerre révolutionnaire en Amérique du Sud, et notamment en Argentine⁶. L'influence des États-Unis sur les politiques répressives, contre-subversives, et, le cas échéant, contre-insurrectionnelles des régimes du sous-continent, a quant à elle, fait l'objet d'un nombre encore plus grand de recherches⁷. Le lien entre les deux influences a cependant plus rarement été étudié et c'est celui qui nous intéressera ici.

L'Argentine fait, à bien des égards, office d'exemple à part et particulièrement riche dans cet espace où les États-Unis règnent sans grand partage dans le domaine de l'influence militaire⁸. Le dictateur argentin Juan Perón avait en effet vu ses relations avec les États-Unis s'envenimer au cours de la Seconde Guerre mondiale et avait, dès la fin de cette dernière, encouragé les échanges et les stages des officiers de ses forces armées en Europe, en particulier en France. Il espérait ainsi limiter l'influence nord-américaine. À la chute du régime en septembre 1955, l'attaché militaire français à Buenos Aires note que « l'Armée argentine est en pleine réorganisation et [qu']il est intéressant de noter que quelques-uns de ses membres les plus influents se tournent vers la France pour y prendre des idées, voire des modèles⁹ ». Cette remarque est renforcée par une demande expresse de l'ambassadeur de France pour « qu'un effort exceptionnel soit fait en vue d'y favoriser l'implantation de nos méthodes et de nos normes militaires¹⁰ », au moment même où s'établit une mission militaire permanente de l'armée américaine dans le pays. L'intérêt de la France à pousser pour un rapprochement des relations militaires franco-argentines s'explique alors par des perspectives intéressantes en matière d'exportation de matériel militaire mais également de renforcement à peu de frais de son influence à un moment où Paris souffre d'un isolement international grandissant lié à sa situation intérieure et coloniale.

⁶ Citons notamment les thèses de Gabriel Périès, *De l'action militaire à l'action politique. Impulsion, codification et application de la doctrine de la « guerre révolutionnaire » au sein de l'armée française, 1944-1960*, thèse de doctorat sous la dir. de Jacques Largoye, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 1999, p. 737-838 ; Mario Ranalletti, *Du Mékong au Río de la Plata. La doctrine de la guerre révolutionnaire, « La Cité catholique » et leurs influences en Argentine, 1954-1976*, thèse de doctorat sous la dir. de Maurice Vaïsse, Institut d'études politiques de Paris, 2006. On citera également l'enquête de la journaliste Marie-Monique Robin, *Escadrons de la mort. L'école française*, Paris, La Découverte, 2004, p. 265-243.

⁷ Pour ne citer que la littérature anglophone : Lesley Gill, *The School of the Americas: Military Training and Political Violence in the Americas*, Duke University Press, 2004 ; Greg Grandin, *The Last Colonial Massacre: Latin America in the Cold War*, Chicago, University of Chicago Press, 2004 ; J. Patrice McSherry, *Predatory States: Operation Condor and Covert War in Latin America*, Lanham, MD, Rowman & Littlefield Publishers, 2005 ; Hal W. Brands, *Latin America's Cold War*, Cambridge, Mass, Harvard University Press, 2010, 385 p ; Paulo Drinot, « A Century of Revolution: Insurgent and Counterinsurgent Violence during Latin America's Long Cold War », *Cold War History*, 2011, vol. 11, n° 3, p. 483-484.

⁸ Lire sur ce point la thèse de Nabuco de Araujo Rodrigo, *Conquête des esprits et commerce des armes. La diplomatie militaire française au Brésil (1945-1974)*, thèse de doctorat sous la dir. de Richard Marin, Université de Toulouse 2 – Le Mirail, 2011.

⁹ Archives du ministère des Affaires étrangères (AMAE), 80QO, Dossier 74, Lettre du colonel A.R. Bernard au ministre de la Défense nationale et des Forces armées, Buenos Aires, 29 mars 1956.

¹⁰ AMAE, 80QO, Dossier 74, « Stages d'officiers argentins à l'École Supérieure de Guerre », Lettre de l'ambassadeur de France en Argentine au ministre des Affaires étrangères (direction d'Amérique), 16 mars 1956.

À cette époque, la guerre d'Algérie bat son plein : dans les milieux militaires français, le temps est à la doctrine dite de la « guerre révolutionnaire » qui vise à transposer les leçons de l'Indochine à la lutte contre le Front de libération nationale (FLN). Les indépendantistes et ceux qui les soutiennent – communistes ou libéraux – sont alors considérés comme des agents de Pékin ou de Moscou prenant en otage des populations abusées par leur « action psychologique¹¹ ». Pour s'y opposer, les doctrinaires français proposent de retourner contre les insurgés leurs propres armes et d'exposer la « population cible » à une surveillance massive doublée d'un encadrement politico-administratif permettant de les soustraire à l'influence néfaste du FLN. Cette lutte sans merci contre « l'ennemi de l'intérieur » résonne parfaitement avec la crainte, au même moment, d'une « subversion péroniste » en Argentine qui se mêle indistinctement avec l'anticommunisme radical des milieux nationalistes et militaristes argentins.

En 1958, soit au plus fort de l'influence de la doctrine de guerre révolutionnaire, une soixantaine d'officiers argentins sont envoyés en France métropolitaine et en Algérie pour y suivre des formations¹². Paris détache également à Buenos Aires une mission de trois officiers « assessseurs », chargés de « mettre leurs connaissances professionnelles à la disposition du Secrétariat à la Guerre argentin¹³ ». Cette présence française est formalisée en 1960 par la signature d'une convention bilatérale¹⁴. Notons qu'il n'existe alors que quatre pays où la France dispose d'officiers de liaison : les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale et l'Argentine, ce qui démontre sa place dans sa diplomatie de défense¹⁵.

En ce début des années 1960, l'influence française en matière de guerre irrégulière est à son apogée¹⁶. Elle s'étend, au-delà des seules frontières argentines, à tout le continent, comme s'en félicite l'ambassadeur de France dans une dépêche de 1961, évoquant « le rôle des assessseurs militaires français dans la conception et la préparation d'un cours interaméricain de guerre contre-révolutionnaire¹⁷ », récemment inauguré à l'École supérieure de Guerre de Buenos Aires. Ce cours est supervisé par le « comité de lutte contre l'expansion marxiste à la tête duquel [est] placé le colonel Lopez-Aufranc, ancien élève de l'enseignement supérieur militaire français¹⁸ ». Rassemblant 39 officiers venus de quatorze pays d'Amérique latine et des États-Unis, il consiste notamment à « faire reconnaître officiellement le communisme comme ennemi commun [et] à faire admettre un plan d'action contre la subversion

¹¹ Guy Pervillé, « La guerre subversive en Algérie : la théorie et les faits », *Relations internationales*, juillet 1975, n° 3, p. 171-194.

¹² Mario Ranalletti, « Aux origines du terrorisme d'État en Argentine: Les influences françaises dans la formation des militaires argentins (1955-1976) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2010, vol. 105, n° 1, p. 45.

¹³ AMAE, 80QO, Dossier 74, « Projet d'accord relatif aux assessseurs militaires français », lettre du colonel F. Serralta, attaché militaire en Argentine au ministre des Armées, Buenos Aires, 9 octobre 1959.

¹⁴ Service Historique de la Défense (SHD), Département Terre (DT), 10T 76, Dossier 2, Convention entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine, 11 février 1960.

¹⁵ SHD/DT, 10T 76, Dossier 2, « Situation des officiers de liaison à l'étranger », fiche du 29 juillet 1964.

¹⁶ Mario Ranalletti, « Une présence française fonctionnelle : les militaires français en Argentine après 1955 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2002, p. 105.

¹⁷ AMAE, 80QO, Dossier 74, « Cours interaméricain de guerre contre révolutionnaire », lettre n° 961/AM de l'ambassadeur de France en Argentine au ministre des Affaires étrangères (direction d'Amérique), 6 octobre 1961.

¹⁸ AMAE, 80QO, Dossier 74, Note à l'attention de monsieur l'ambassadeur, Buenos Aires, 4 octobre 1961.

marxiste¹⁹ ». Cette influence est d'autant plus un motif de satisfaction pour l'ambassadeur qu'elle semble s'exercer aux dépens de la primauté traditionnelle des États-Unis dans la région :

« On doit souligner la présence de militaires des États-Unis au nombre des participants de ce stage où une place importante est réservée à l'étude de la lutte anti-marxiste dans un esprit et selon des méthodes qui bénéficient largement de l'expérience acquise, dans ce domaine, par l'armée française. On peut d'autant plus s'en féliciter que les militaires nord-américains [...] ont récemment marqué une certaine jalousie à l'égard de l'influence des assesseurs français dans les états-majors argentins et à l'École Supérieure de Guerre de Buenos Aires²⁰. »

La tendance ne va pourtant pas tarder à se renverser avec la chute du président Frondizi en avril 1962 sur fond d'élections provinciales controversées²¹. Son successeur par intérim, José María Guido, doit alors faire face à d'intenses rivalités au sein des forces armées à la suite desquelles le général Juan Carlos Onganía est nommé chef d'état-major au détriment du général Carlos Jorge Rosas, principal promoteur de la doctrine française²². L'influence française décline au profit de celle des États-Unis où la nouvelle administration Kennedy s'emploie à faire de l'Amérique latine une priorité dans la lutte contre la subversion communiste. L'année précédente, Washington a en effet lancé l'Alliance pour le Progrès, un grand programme d'aide au développement sous le contrôle de l'Agency for International Development (AID) mais transitant par l'Organisation des États Américains²³. En 1962, l'AID va également développer le versant sécuritaire du développement en instituant l'Office of Public Safety (OPS) spécifiquement chargé d'aider à la modernisation des forces de police à travers le monde. L'une de ses premières responsabilités fut l'établissement d'une « académie inter-américaine de police²⁴ », à Fort Davis, dans la zone du canal de Panama. Cette organisation prodigue dans les années qui suivent de nombreux cours sur la lutte contre la subversion par les forces de l'ordre²⁵. Sur le plan strictement militaire enfin, Kennedy a fait de l'école de guerre de jungle de l'US Army à Fort Gulick, toujours à Panama, l'un des hauts lieux de diffusion de la nouvelle doctrine de contre-guérilla, immédiatement après l'école de guerre spéciale de Fort Bragg, en Caroline du Nord²⁶. En 1963, Fort Gulick héberge l'US Army School of the Americas, une institution spécialement dédiée à la formation de militaires latino-américains dans la perspective de la contre-subversion dans leur propre pays²⁷.

¹⁹ *Ibid.*, p. 1.

²⁰ AMAE, 80QO, Dossier 74, « Cours interaméricain de guerre contre révolutionnaire », *op. cit.*, p. 2.

²¹ Luis Alberto Romero, *A History of Argentina in the Twentieth Century*, University Park, Pa, Pennsylvania State University Press, 2002, p. 146.

²² Mario Ranalletti, *Du Mékong au Río de la Plata. La doctrine de la guerre révolutionnaire*, « *La Cité catholique* » et leurs influences en Argentine, 1954-1976, *op. cit.*, p. 417.

²³ Michael E. Latham, *Modernization as Ideology: American Social Science and « Nation Building » in the Kennedy Era*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2000, p. 69-108.

²⁴ John F. Kennedy Presidential Library (JFKL), National Security Files (NSF), Box 413, Establishment of Inter-american Police Academy, Memorandum for McGeorge Bundy, 7 mai 1962.

²⁵ Michael McClintock, *Instruments of Statecraft. U.S. Guerrilla Warfare, Counterinsurgency, and Counter-terrorism, 1940-1990*, New York, Pantheon Books, 1992, p. 188 et suiv.

²⁶ JFKL, NSF, Box 325, « Adequacy of Proposed U.S. Army Programs of Instruction at Fort Bragg and Fort Gulick (Canal Zone) on Counter-Guerrilla Operations », memorandum to W.W. Rostow, secret, 23 janvier 1961.

²⁷ Lesley Gill, *The School of the Americas*, *op. cit.*, p. 73-75 ; Andrew J. Birtle, *United States Army Counterinsurgency and Contingency Operations Doctrine, 1942-1976*, Washington, DC, Center for Military History, 2006, p. 298.

Le renseignement et l'action psychologique constituent un autre domaine dans lequel il est intéressant de noter le transfert d'influence entre la France et les États-Unis, toujours autour du cas de l'Argentine. Les services de renseignement argentins (SIDE) voient ainsi arriver en 1962 un agent de la CIA spécialisé dans les questions de propagande subversive : il s'agit de « Joseph Burkholder Smith » (pseudonyme), qui a commencé sa carrière en Malaisie et à Singapour où il servait de liaison avec les Britanniques en matière de guerre psychologique. Après avoir pris contact avec ses homologues argentins, Smith est surpris par le nombre important d'entre eux formés en France et par l'influence qu'exerce auprès d'eux « la version française de la guerre d'Algérie²⁸ ». Selon lui, ils auraient notamment reçu de cette « école de pensée française » la notion que « n'importe quel développement politique contraire à leur manière de penser était, d'une façon ou d'autre, le résultat d'une conspiration communiste²⁹ ».

Tandis que monte en puissance l'influence américaine, celle de la France s'érode. La fin de la guerre d'Algérie et le recentrage de la politique étrangère du général de Gaulle contribuent pour beaucoup à cette prise de distance. Le nombre de stagiaires argentins à l'ESG retombe en 1963 à un par an alors que la guerre révolutionnaire disparaît presque intégralement du cursus. Ces différentes évolutions expliquent qu'au tournant de l'année 1964, la terminologie d'origine française dans la littérature stratégique argentine laisse peu à peu la place à des concepts nord-américains dans le cadre notamment de la doctrine dite de « sécurité nationale³⁰ ». Cette dernière désigne à travers tout le sous-continent américain ce qu'à Washington on appelle encore la « contre-insurrection », qui consiste à associer des méthodes sécuritaires et des politiques de développement économique et social. Dans une allocution prononcée le 6 août 1964 à l'Académie militaire de West Point, le général Onganía définit ainsi, dans la droite ligne de la doctrine américaine, que la mission de l'Armée est désormais d'aider au développement économique et social comme forme de combat efficace contre « la propagande communiste, qui essaie d'exploiter l'ignorance et la pauvreté des régions sous-développées³¹. » Des mots que Walt W. Rostow, conseiller à la sécurité nationale sous Kennedy et Johnson et grand théoricien de la convergence entre sécurité et économie, n'aurait en aucun cas renié. Ceci étant, les recherches sur l'influence française en Argentine montrent que, si elle subit un indubitable reflux dans les années 1964-1968, elle ne disparaît jamais totalement, et tend à « cohabiter » avec les idées qui arrivent des États-Unis³². La

²⁸ Joseph Burkholder Smith, *Portrait of a Cold Warrior*, New York, Putnam, 1976, p. 362-363.

²⁹ *Ibid.*, p. 363.

³⁰ Le concept de « *Seguridad Nacional* » est apparu en Amérique du Sud, et notamment en Argentine, dès 1902 : il pré-date à ce titre les premières occurrences en Amérique du Nord dans la période de l'entre-deux-guerres. Par ailleurs, le terme de « doctrine de sécurité nationale » n'apparaît jamais dans les archives états-uniennes de l'époque et n'est utilisé dans la littérature scientifique qu'en lien avec l'Amérique latine. Washington préfère globalement parler de « *Counter-Insurgency* » ou de « *Foreign Internal Defense* » pour désigner sa politique de lutte antisubversive. Sur ce point, lire Hal W. Brands, *Latin America's Cold War*, *op. cit.*, p. 78-82. Sur l'émergence du concept de sécurité nationale, lire Alexandre Rios-Bordes, « Quand les services de renseignement repensent la guerre: Éléments d'une archéologie de la « sécurité nationale » (États-Unis, 1919-1941) », *Politix*, 2013, vol. 104, n° 4, p. 105. Enfin sur les origines latino-américaines (et notamment argentines) de la notion, lire G. Périès, « La subversion prise par le bout des doigts: Aux origines policières du Plan Córdor : de la lutte contre la délinquance intérieure à la coalition d'États contre la subversion internationale », *Politix*, 2013, vol. 104, n° 4, p. 133.

³¹ Cité dans Mario Ranalletti, *Du Mékong au Río de la Plata. La doctrine de la guerre révolutionnaire*, « *La Cité catholique* » et leurs influences en Argentine, 1954-1976, *op. cit.*, p. 424.

³² *Ibid.*, p. 425.

piètre performance des forces armées américaines au Vietnam doublée de l'apparition à la fin de la décennie de l'insurrection péroniste des *Montoneros*, la plus puissante des nombreuses guérillas argentines, tend à relativiser l'attrait des savoirs stratégiques nord-américains³³. Un bon exemple du degré d'hybridité auquel les militaires argentins sont parvenus est donné par Mario Ranalletti dans ses travaux sur l'influence française avec le cas du Règlement « *RC-8-2 Opérations contre forces irrégulières* »³⁴ de 1969. Son titre ainsi que de nombreux passages rappellent le *FM 31-15* de l'US Army³⁵, tout en réintroduisant des thèmes typiquement français comme les cinq phases de la guerre révolutionnaires ou des « hiérarchies parallèles³⁶ ». Cette influence aurait continué à s'exercer jusqu'au coup d'État de 1976 qui allait porter au pouvoir l'un des régimes militaires les plus répressifs de l'histoire du pays.

Des Andes aux Caraïbes : coopérations et rivalités anglo-américaines

Si l'histoire de l'influence française sur les doctrines sud-américaines de guerre irrégulière n'a été mise au jour que tardivement, celle de l'influence britannique reste encore largement à écrire. Les intérêts politiques, économiques et culturels de la Grande-Bretagne dans la région sont pourtant anciens et importants³⁷. Les plus évidents sont ceux des Antilles britanniques, regroupant jusqu'en 1962 la Jamaïque, les Bahamas, le Honduras et la Guyane britanniques ainsi que huit archipels des Petites Antilles. L'agitation syndicale et politique qui y sévit dès le lendemain de la Seconde Guerre mondiale ainsi que la proximité de cet espace avec Cuba ne tardent pas à nourrir les inquiétudes britanniques, mais également américaines, dans un contexte de guerre froide³⁸. La Guyane apparaît comme le plus troublé de ces territoires avec la victoire aux élections locales de 1953 du People's Progressive Party de Cheddi Jagan, un immigré indien se revendiquant ouvertement du marxisme. Réélu en 1957 et en 1961, Jagan entretient alors des liens avec la Chine populaire et surtout avec Fidel Castro, comme l'indiquent les minutes des réunions du Comité de contre-subversion à Londres, où la Guyane arrive souvent au premier rang de la liste des pays à surveiller³⁹. C'est à travers cette problématique, combinée à des intérêts économiques plus anciens encore avec l'Amérique hispanophone, que Londres va progressivement déployer un dispositif antissubversif *ad hoc* pour le sous-continent.

³³ Hal W. Brands, *Latin America's Cold War*, *op. cit.*, p. 79.

³⁴ Mario Ranalletti, *Du Mékong au Río de la Plata. La doctrine de la guerre révolutionnaire*, « *La Cité catholique* » et leurs influences en Argentine, 1954-1976, *op. cit.*, p. 429.

³⁵ Department of the Army, *FM 31-15, Operations Against Irregular Forces*, Washington, DC, 1961.

³⁶ SHD/DT, 12T 65, « Une arme du Viêt-minh : les hiérarchies parallèles », conférence faite à Bien Hoa par le colonel Lacheroy, novembre 1952 (remaniée en novembre 1953), SDMUF. Sur ce point, voir le chapitre V de cette thèse.

³⁷ Victor Bulmer-Thomas (dir.), *Britain and Latin America: a Changing Relationship*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989, 240 p.

³⁸ Gerald Horne, *Cold War in a Hot Zone: the United States Confronts Labor and Independence Struggles in the British West Indies*, Philadelphia, Temple University Press, 2007, 262 p.

³⁹ TNA, CAB 134/2544, SV(65)3, « Summary of recent activities of Working Groups and Ad Hoc Meetings », notes by the Secretaries of the Counter Subversion Committee, secret, 8 février 1965. Le Comité de Contre-Subversion est un organe du bureau du Premier Ministre chargé de coordonner l'ensemble des activités britanniques dédiées à lutter contre la menace subversive à travers le monde.

En février 1961, « en réponse à une demande d'aide des gouvernements boliviens et péruviens en matière de lutte contre la subversion communiste⁴⁰ », le Comité britannique décide d'envoyer auprès de son ambassade de La Paz, un conseiller régional aux questions policières, financé par le fonds interministériel de contre-subversion. C'est Eric T.D. Lambert qui est choisi pour occuper ce poste de *Regional Police Adviser*, sur le modèle d'une fonction similaire qu'il occupait depuis Singapour pour l'Asie du Sud-Est entre 1958 et 1960. Ce transfert d'influence entre les deux régions illustre la dimension séminale de l'Asie du Sud-Est comme bassin d'expérience dont les Amériques se font bien souvent l'écho⁴¹. Eric Lambert est un personnage atypique : irlandais de naissance et diplômé du Trinity College de Dublin, il s'enrôle à l'âge de 20 ans dans la police des Indes britanniques et devient chef de poste dans le district de Naga Hills, une région tribale à la frontière de la Birmanie. Versé dans le renseignement pendant la guerre, il met ses connaissances de la région au service des Alliés et s'illustre lors de la bataille de Kohima en 1942. À l'indépendance de l'Inde, il est rattaché au corps diplomatique tout en entretenant des liens étroits avec le SIS⁴². Il sert comme secrétaire d'ambassade en Thaïlande et en Indonésie avant d'être nommé *Police Adviser* auprès du Commissariat général pour l'Asie du Sud-Est. Après un bref passage par l'Afrique, notamment au Congo et au Mali, il achève sa carrière en Amérique latine.

Lambert se voit attribué en Amérique latine un portefeuille insolite, essentiellement « andin », comportant le Pérou, la Bolivie, mais également le Chili, l'Équateur, la Colombie, le Venezuela et le Costa Rica⁴³. Cette géographie de la contre-subversion britannique nous aide ainsi à déterminer le contour des intérêts du Royaume-Uni dans la région ainsi que leur convergence avec ceux des États-Unis. La Bolivie du très autoritaire Victor Paz Estenssoro fut notamment l'un des premiers pays d'Amérique latine à recevoir une aide financière massive des États-Unis, dans une logique de soutien au risque représenté par les puissants syndicats de mineurs, d'obédience socialiste dont l'influence est jugée menaçante par Washington⁴⁴. Conscient du rôle primordial des États-Unis dans la région, Lambert cherche vite à « travailler en étroite liaison avec le programme américain de formation policière de l'AID à travers l'Amérique latine, et tient à se rendre à Washington avant chacun de ses séjours pour préparer le terrain avec Byron Engle, à la tête de l'AID [sic] qu'il connaît très bien⁴⁵ ». Au mois de mars 1963, Lambert visite l'Inter-American Police Academy de Fort Davis à Panama et en profite pour y donner une conférence sur les méthodes de

⁴⁰ TNA, FO 371/167822, A1642/24, « The Police Training Programme in Latin America (Mr. Lambert) », review of activities (June 1961-August 1963), 13 août 1963.

⁴¹ Élie Tenenbaum, « L'Asie du Sud-Est, laboratoire stratégique de la guerre irrégulière depuis 1945 », *op. cit.*, p. 201.

⁴² Entretien avec Laragh Neelin, nièce d'Eric Lambert, Dublin, 24 mars 2014. Nous tenons à remercier Mme Neelin pour le temps qu'elle nous a accordé et les précieuses informations qu'elle a bien voulu nous transmettre. Lire aussi la brève notice biographique de Moises Enrique Rodríguez, « Eric Lambert (1909-1996), Historian and Intelligence Officer », *Irish Migration Studies in Latin America*, mars 2010, vol. 7, n° 3, p. 411-412. Notons également qu'Eric Lambert est connu des historiens latino-américains pour un ouvrage de référence sur les Irlandais dans la « geste bolivarienne : *Voluntarios británicos e irlandeses en la gesta bolivariana*, Tomo I,II, III, CVG, Caracas, 1980.

⁴³ TNA, FO 371/167822, A1642/24, « The Police Training Programme in Latin America (Mr. Lambert) », p. 7.

⁴⁴ Herbert S. Klein, *A concise history of Bolivia*, 2nd ed., New York, Cambridge University Press, 2011, p. 217-218.

⁴⁵ TNA, FO 371/167822, A1642/24, « The Police Training Programme in Latin America (Mr. Lambert) », p. 7. Notons qu'Engle est le directeur de l'Office of Public Safety (OPS) et non de l'AID qui en est la maison-mère.

renseignement de la *Special Branch* – branche spéciale de la police britannique fondée au XIX^e siècle et destinée au renseignement contre les « mouvements subversifs⁴⁶ ». En septembre, il se rend à Washington et y rencontre des hauts responsables de l'AID, du Département d'État, du Pentagone – notamment le colonel Blanchard de la Special Operations Branch – et de la CIA⁴⁷. Il apparaît clairement au regard de ces discussions que la communauté américaine de contre-subversion tient Lambert en « haute estime » et perçoit favorablement l'effort britannique en Amérique latine. Byron Engle entend particulièrement renforcer « cet échange de vues et de renseignements régulier » avec Lambert afin de faire en sorte qu'il « ne se heurte pas avec les programmes américains mais soit, au contraire, complémentaire⁴⁸ ».

Derrière ces amabilités et l'amitié vraisemblablement sincère qu'Engle porte à Lambert se cachent cependant des relations plus difficiles, qui ne sont pas exemptes de rivalités. En effet, si « les liens avec la CIA [...] et l'AID à Washington fonctionnent bien [...] les principales difficultés proviennent de la coopération avec les missions de police de l'AID sur le terrain⁴⁹ ». C'est notamment le cas en Bolivie où une mission de police a été établie en 1957 sous la tutelle d'un certain Rex Morris et dispose d'un budget, conséquent pour l'époque, de 380 000 dollars⁵⁰. Morris semble avoir vu d'un mauvais œil l'activité de Lambert auprès des autorités de La Paz et surtout le projet britannique de nommer un nouveau conseiller spécial, directement attaché à la police secrète du colonel Claudio San Román⁵¹. Londres avait en effet prévu de détacher un certain O.P.S. Jones, ancien membre de la police coloniale au Nigeria, pour faire bénéficier de ses lumières les services de renseignement boliviens⁵². La Colombie, où Lambert était venu donner quelques recommandations dans le cadre de la lutte contre les maquis communistes de Marquetalia, est un autre espace de rivalité, où les Américains ne souhaitent pas voir les Britanniques prendre trop d'importance⁵³. Les États-Unis sont en effet massivement impliqués dans le pays par l'intermédiaire du « plan Lazo »⁵⁴, développé par les hommes de Fort Bragg qui se refusent pour l'essentiel à coopérer avec Lambert.

Au cours des années qui suivent, l'activité britannique en Amérique latine se poursuit, même si la chute du régime de Paz Estenssoro en Bolivie et son remplacement par la dictature militaire du général pro-américain René Barrientos à

⁴⁶ TNA, FO 371/167821, A1642/6, Lettre de E.T.D. Lambert (La Paz) à F.F. Garner (San José), 4 mars 1963. Sur la Special Branch et son rôle dans la contre-insurrection britannique, lire Georgina Sinclair, *Intelligence and National Security*, 2011, vol. and N° 2011, vo-477.

⁴⁷ TNA, FO 371/167822, A1642/29, « Visit to Washington by Mr. Eric Lambert – FO Adviser in Latin America », confidential and guard, 17 septembre 1963.

⁴⁸ TNA, FO 371/167821, A1642/2, Lettre de I. Sutherland (Washington) à A.D. Parsons (Londres), 8 février 1963, p. 1.

⁴⁹ TNA, FO 371/167822, A1642/26, « Police Training in Latin America: Problems », 19 août 1963, p. 1-3.

⁵⁰ TNA, FO 371/167821, A1642/2, Lettre de I. Sutherland (Washington) à A.D. Parsons (Londres), 8 février 1963, p. 3.

⁵¹ TNA, FO 371/167822, A1642/29, « Visit to Washington by Mr. Eric Lambert – FO Adviser in LatAm », *op. cit.*, p. 2. ; Sur les liens privilégiés de San Roman avec l'AID et la CIA, lire Thomas C. Field, *From Development to Dictatorship : Bolivia and the Alliance for Progress in the Kennedy Era*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 2014, p. 134.

⁵² TNA, FO 371/167821, A1642/2, Lettre d'A.D. Parsons (Londres) à I. Sutherland (Washington), 20 février 1963.

⁵³ TNA, FO 371/167821, A1642/2, Lettre de I. Sutherland à A.D. Parsons, Washington, 8 février 1963, p. 1-2.

⁵⁴ Dennis M. Rempe, « Guerrillas, Bandits, and Independent Republics: US Counter-Insurgency Efforts in Colombia 1959–1965 », *Small Wars & Insurgencies*, 1995, vol. 6, n° 3, p. 304-327 ; Andrew J. Birtle, *United States Army Counterinsurgency*, *op. cit.*, p. 299.

l'automne 1964 semble avoir eu raison de l'engagement de Lambert dans le pays⁵⁵. En 1965, un nouvel expert de l'IRD du nom de Peter Browning, ancien chef de la police en Jamaïque, est envoyé à Washington pour un mois dans le but de coordonner les programmes de formation policière américains et britanniques en Amérique latine⁵⁶. Après une nouvelle visite et de longs entretiens avec toute la communauté américaine de la contre-subversion, Browning conclut que tout effort britannique devrait chercher à se spécialiser dans un ou deux pays et sur un axe précis, de manière à rester utile et complémentaire au regard de l'étendue des programmes américains⁵⁷.

Et pour cause, il ressort vite de ces entretiens que l'assistance britannique, tout en étant officiellement bien accueillie, est en réalité poliment poussée vers la sortie. Un bref passage en revue des programmes en cours au Panama, au Salvador, en République dominicaine, en Colombie, et au Chili permet à Washington de souligner le peu d'avantage comparatif qu'une mission britannique serait susceptible d'y apporter⁵⁸. La seule exception est peut-être le Paraguay qui avait jusqu'ici regardé avec suspicion toutes les offres états-uniennes⁵⁹. De même, il est décidé au mois de juin 1965 « que [la] contribution [britannique] dans le domaine policier en Amérique latine devrait se concentrer sur l'organisation et les méthodes associées à la *Special Branch*⁶⁰ », une structure spécialisée dans le démantèlement des appareils politiques clandestins, compétence qui « n'existe dans aucune organisation spécifique aux États-Unis alors qu'elle est essentielle à la lutte contre la subversion en Amérique latine⁶¹ ».

Tandis que les Britanniques sont appelés à se faire discrets dans les zones traditionnelles d'influence nord-américaine et s'évertuent à ne pas marcher sur les plates-bandes de leur allié, Washington n'éprouve pas toujours les mêmes égards. Ainsi l'année 1966 voit, au grand mécontentement de Londres, le développement de programmes de l'OPS dans des espaces du Commonwealth jugés à risque par les Américains tels que la Jamaïque, la Guyane et le Honduras britanniques. C'est ce qu'explique un diplomate britannique en poste à Washington dans une lettre à Henry Hohler, l'ancien ambassadeur britannique au Vietnam, devenu depuis directeur de la division Amériques au Foreign Office :

« Les Américains ont évidemment un intérêt direct à voir l'ordre public préservé dans les Caraïbes mais [...] nous ferions bien de retenir la responsabilité en matière de

⁵⁵ Sur l'implication américaine, lire Thomas C. Field, *From Development to Dictatorship*, op. cit., p. 189-194.

⁵⁶ TNA, FO 371/179200, A1642/1, Lettre de I.P.M. Smith (FO) à J.R. Whitbread (Treasury), 11 janvier 1965. Sur L.P.R. 'Peter' Browning, lire Terry Lacey, *Violence and Politics in Jamaica, 1960-70: Internal Security in a Developing Country*, Manchester, Manchester University Press, 1977, p. 125.

⁵⁷ TNA, FO 371/179200, A1642/8, Lettre de I. Sutherland (Washington) à G.E. Hall (Londres), secret, 4 février 1965.

⁵⁸ TNA, FO 371/179200, folio A1642/10 à A1642/116.

⁵⁹ TNA, FO 371/179200, A1642/17/G, Lettre de L.A. Scopes (Asunción) à G.E. Hall (Londres), 12 avril 1965.

⁶⁰ TNA, FO 371/179200, A1642/19, Télégramme de G.E. Hall (Londres) à I. Sutherland (Washington), 10 juin 1965. Né au XIX^e siècle dans le contexte de la lutte contre les révolutionnaires irlandais de l'*Irish Brotherhood*, le concept britannique de *Special Branch*, service de police politique et de contre-espionnage, devient un pilier de leur doctrine de répression coloniale à partir de l'état d'urgence en Malaisie, puis au Kenya. Lire sur ce point l'article éclairant de Georgina Sinclair et Chris A. Williams, « 'Home and Away': The Cross-Fertilisation between 'Colonial' and 'British' Policing, 1921-85 », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, juin 2007, vol. 35, n° 2, p. 221-238.

⁶¹ TNA, FO 371/179200, A1642/21, Lettre de G.E. Hall (Londres) à J.E. Killick (Washington), 25 juin 1965.

formation et d'assistance aux forces de police dans les territoires où elles ont été basées sur des méthodes britanniques. Il se trouve certainement à l'AID et au Département d'État quelques bâtisseurs d'empire qui souhaiteraient nous y remplacer. [...] Il est certes encourageant de voir par exemple [...] que, lorsque les Américains assistent [la police] jamaïcaine, ils prétendent 'n'avoir aucune intention d'interférer avec la tradition britannique et les méthodes opérationnelles britanniques'. Mais les expériences passées nous portent à accueillir ces déclarations avec scepticisme. Les activités de l'AID au Guyana [...] sont typiques de ce à quoi nous devons nous attendre si les Américains et nous opérons dans le même endroit. [...] Nous avons eu par le passé des échanges assez durs avec les Américains à propos des activités de notre conseiller aux questions de police [*nom censuré*] dans certains pays d'Amérique latine que les Américains considéraient comme leur arrière-cour. Nous leur y avons depuis laissé presque entièrement la main. Dans les Caraïbes anglophones en revanche, la balle est dans l'autre camp⁶². »

Cette missive donne bien l'étendue du chemin parcouru depuis les premiers pas d'Eric Lambert et comment la coopération des débuts semble avoir cédé le pas à la rivalité. L'exemple de la Guyane britannique, mentionné ici, en est effectivement représentatif. Alors que Londres s'est résignée à accorder l'indépendance à ce territoire après s'être assurée de la défaite du parti progressiste de Jagan aux élections de 1964, une mission américaine de l'OPS sous la direction d'un certain John Weiss est envoyée sur place. Dès son arrivée à Georgetown, Weiss « interfère indûment dans les affaires internes à la police et [...] cherche à saper l'autorité du chef britannique de la police dans le pays pour promouvoir son propre candidat, un Africain (sic) nullement qualifié pour le poste⁶³ ». L'affaire remonte rapidement au plus haut niveau à Londres qui obtient rapidement le renvoi de l'importun⁶⁴. Néanmoins, la question continue de se poser pour les autres territoires tels que la Jamaïque, où l'implication nord-américaine dans les questions de sécurité va croissant⁶⁵. Confronté à des forces profondes d'ordre géopolitique, le Royaume-Uni va peu à peu laisser les États-Unis acquérir un droit de regard dans la formation des forces de sécurité jamaïcaines, allant le plus souvent dans le sens d'une répression forcenée de toute tendance susceptible d'ouvrir la voie à une forme de subversion communiste⁶⁶.

Convaincus à partir du début des années 1960 de faire face, en Amérique latine et dans les Caraïbes, à un adversaire commun, les partisans de l'Occident se sont donc lancés corps et âmes dans une campagne de contre-subversion globale, où les expériences et les idées circulèrent aussi abondamment que dans le camp d'en face. Ainsi, tout en produisant une expérience qui lui est propre et dans laquelle il ne faut pas surévaluer le rôle des influences extérieures, l'espace américain apparaît comme le réceptacle d'expériences françaises, britanniques ou états-uniennes ayant décontextualisé et parfois même théorisé leurs techniques contre-subversives nées des guerres de contre-insurrection en Algérie, au Vietnam, en Malaisie, etc. Néanmoins, le cas sud-américain démontre également, de l'Argentine à la Jamaïque,

⁶² TNA, FO 371/184627, A16410/1, Lettre de M. Stewart (Washington) à H. Hohler (Londres), 22 septembre 1966.

⁶³ TNA, FO 371/184627, A16410/1, « Guyana Police Force », draft document, secret and personal, non daté.

⁶⁴ TNA, FO 371/184627, A16410/1, Télégramme No. 375, du Commonwealth Office à Georgetown, 15 octobre 1966.

⁶⁵ TNA, FO 371/184627, A16410/2, Lettre de J.D. Murray (FO) à C.G. Costley-White (CO), 4 octobre 1966.

⁶⁶ Terry Lacey, *Violence and Politics in Jamaica, 1960-70*, *op. cit.*, p. 153-155.

un certain effritement de cette « sainte alliance » occidentale, solidaire dans son anticommunisme, conséquence d'une logique de rivalités et d'influences géopolitiques sur l'autel desquelles est souvent sacrifiée la coopération interalliée contre la menace communiste. Le cas sud-américain annonce en cela la fin d'un certain âge d'or des guerres de libération nationale et le retour, dans un contexte international de « détente », d'un dévoiement des luttes idéologiques et d'un retour aux rapports de force et d'influence.